

Service Risques, Énergie et Climat  
Pointe de Jaham  
BP 7212 – cedex  
97274 SCHOELCHER

SCHOELCHER, le 31/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **EDF PEI Bf2**

Centrale Bellefontaine B - Fondlayé  
97222 Bellefontaine

Références : RI ENV 23-0139  
Code AIOT : 0006900568

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement EDF PEI Bf2 implanté Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

EDF PEI, exploitant de la centrale de production électrique EDF Bellefontaine 2 a alerté l'astreinte de la DEAL à 17h45 le lundi 22 mai, jour férié en Martinique, d'un incident ayant provoqué une pollution du sol suite au déversement d'eaux huileuses chargées en hydrocarbures consécutivement aux fortes averses de la journée. Voici le message adressé par l'astreinte à l'inspection des installations classées:

"Signalement du cadre d'astreinte du site de Bellefontaine - 17h45 Incident survenu vers 16h avec introduction de fuel dans une canalisation d'eau pluviale. L'incident a été pris en charge sans intervention extérieure mais, un reliquat de carburant mêlé aux eaux pluviales collectées suites aux grosses pluies de cet après-midi a fini par fuiter par débordement d'une grille avaloir sans atteindre les milieux naturels avoisinant : pollution du sol sans atteinte de la rivière."

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF PEI Bf2
- Centrale Bellefontaine B - Fond Laillet 97222 Bellefontaine
- Code AIOT : 0006900568
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La centrale EDF PEI de Bellefontaine est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation SEVESO Seuil Haut au titre de la directive SEVESO 3. L'autorisation d'exploiter a été accordée par arrêté préfectoral n° 10-03645 en date du 10 novembre 2010 modifié.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des eaux polluées et des terres polluées
- protection du milieu naturel

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Signalement d'une pollution d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Protection des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 3.2.4.2 et 6.6.7.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'impact de cette pollution est en cours d'analyse. Les résultats de mesures, les justificatifs d'enlèvement des déchets dangereux ainsi que les actions correctives prévues pour qu'un tel événement ne puisse se reproduire seront à transmettre sous un délai de 2 mois.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Signalement d'une pollution d'hydrocarbures

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 2.5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Déclaration d'accident

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents et incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porte atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. [...]

**Constats :** Suite au signalement du 22 mai préalablement décrit en p.3, l'inspection s'est rendue sur site afin de recueillir les premiers éléments sur le déroulement des événements et les actions entreprises par l'exploitant. A noter que les écoulements d'eaux polluées n'ont concernés que le sol à proximité immédiate du bassin d'orage sans, à ce stade des analyses, ruisseler vers le milieu récepteur externe à l'établissement.

A la suite de cette visite et comme demandé par l'inspection, l'exploitant a transmis un rapport d'incident le 30 mai. Conformément aux dispositions de l'article 2.5.1 de l'arrêté d'autorisation, ce rapport précise les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur l'environnement qui sont en cours d'analyse et les moyens pris pour résorber la pollution apparente des eaux et du sol. Le déroulement des événements est le suivant:

Le lundi 22 mai 2023 matin, lors d'une opération de vidange à 8h05 à partir d'une pompe mobile d'un puisard vers le traitement des eaux usées, un débordement accidentel a provoqué l'écoulement d'hydrocarbures vers le réseau d'eau pluviale.



Pour éviter la pollution du bassin d'orage, la vanne d'isolement entre le réseau d'eau pluviale et le bassin d'orage a été maintenue fermée dans l'attente de l'intervention de E-Compagnie pour pomper les liquides pollués.

A partir de 14h00, des pluies torrentielles se sont déversées provoquant le débordement du déshuileur situé en amont du bassin d'orage. Les eaux polluées entraînées par la pluie se sont écoulées sur les terres environnantes jusqu'à l'arrivée d'un opérateur à 14h15 qui a ouvert la vanne d'isolement du bassin d'orage. Les hydrocarbures restés dans le réseau d'eau pluviale se sont écoulés à cet instant vers cet ouvrage.





Concernant la gestion de la pollution des sols, lors de l'inspection, il a été constaté que les sols imperméabilisés avaient été lessivés par les pluies. Les sols non imperméabilisés sur lesquels ont ruisselées les eaux polluées avaient quant à eux, été nettoyés par des feuilles absorbantes.



Le rapport d'incident indique que les terres ont été extraites du 24 au 25 mai sur des profondeurs de 5 à 10 cm.

Les terres extraites ont été stockées dans des big-bags étanches, recouverts de bâches étanches et seront évacuées en tant que déchets dangereux.

L'exploitant devra transmettre les justificatifs d'élimination vers une filière agréée sous 2 mois.

Concernant l'impact sur les eaux souterraines, des prélèvements dans le piezomètre situé à proximité de la zone polluée ont été effectués par SAFEGE.



Les résultats seront à transmettre sous 2 mois.

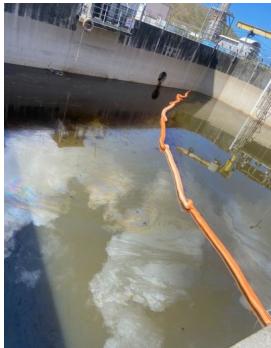

L'impact sur les eaux de surface est commenté au point de contrôle suivant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 2 mois

## N° 2 : Protection des milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/11/2010, article 3.2.4.2 et 6.6.71
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux polluées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Art. 3.2.4.2 : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. [...]  Art. 6.6.71: Toutes dispositions sont prises pour que les liquides répandus à la suite d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) ne puissent gagner directement le milieu récepteur.  Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche. [...]
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, il a été constaté que les eaux polluées confinées dans le réseau d'eau pluviale ont été déversées dans le bassin d'orage après ouverture de la vanne amont de l'ouvrage. Celui-ci était fermé en aval, empêchant tout écoulement dans la rivière de Fond Laillet. Selon le rapport d'incident, les hydrocarbures présents dans le bassin d'orage ont été récupérés suite à la mise en œuvre d'un écremeur de surface.    L'exploitant devra transmettre les justificatifs d'élimination vers une filière agréée sous 2 mois.  De plus, des boudins absorbants ont été positionnés par précaution sur l'exutoire vers la Rivière Fond Laillet.    Une campagne de mesures des paramètres physico-chimiques marqueurs des hydrocarbures à l'aplomb de la Rivière et jusqu'à son point de rencontre Mer des Caraïbes est en cours d'analyse. Les résultats devront être transmis sous 2 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois